

SÉCURITÉ

PROGRAMME 2016/2017

par le Rassemblement des Etudiants Démocrates



Aujourd'hui la sécurité du Pays n'est plus parfaitement assurée. Prérrogative majeure de l'État, la sécurité doit être maintenue.

Nous nous devons de réagir et ce sur deux volets. D'une part le Réveil de l'État Démocrate propose une réaction forte face à la délinquance et à l'incivilité. D'autre part, nous souhaitons une stratégie plus pragmatique face au terrorisme.

RÉTABLIR LA PUISSANCE DE L'ÉTAT POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ DE NOS CONCITOYENS

Réinvestir les zones dites de « non droit »

Certaines zones du territoire font l'objet d'une « privatisation » dangereuse de la part de certains voyous. Entre incivilités et délinquances, ces derniers nuisent considérablement à la vie de quartiers déjà abandonnés par la République. Afin de maintenir l'ordre, l'État doit réinvestir d'urgence ces lieux. Cela passe par une réimplantation policière importante puis, par une implantation des autres services de l'État.

Prévenir la délinquance, intégrer la jeunesse

L'état doit prendre ses responsabilités. En effet, les délits opérés par certains voyous sont aussi, d'une certaine manière, la conséquence probante d'un abandon de l'État vis-à-vis de certains jeunes dans les quartiers de périphéries. Cette situation n'est pas figée, le travail est une forme d'intégration, une manière de se sociabiliser et d'éviter l'impasse de la délinquance et de l'échec.

Le Rassemblement des Etudiants Démocrates propose de mettre en place un système « d'intérim d'État ». L'idée étant que dans chaque mairie un bureau soit créé dans lequel les entreprises, les collectivités publiques ou encore les particuliers viennent y déposer

leurs offres d'emplois jeunes. Un certain nombre de jeunes auront ainsi accès à des offres d'emplois pour quelques demi-journées ou encore pour les weekends.

Ce mécanisme se veut doublement efficace : d'une part, permettre une autre voie d'intégration pour la jeunesse tout en lui permettant de bénéficier de quelques revenus et d'autre part, garantir une sécurité plus forte en occupant une jeunesse parfois désœuvrée.

Durcir la répression des petits crimes et délits

L'exemple doit être donné. En coopération avec le projet de Justice, le Réveil de l'État Démocrate veut engager une grande réforme des règles pénales et procédurales. Nous devons simplifier la punition en cas de transgression des lois de notre République. Les incivilités et délinquances doivent être réprimées immédiatement et les peines doivent être appliquées. C'est aussi en ce sens que nous justifions notre souhait de rétablir les peines plancher.

Finalement il s'agit d'un double objectif que nous proposons : nous devons réintégrer dans la société les individus en marge, en proie à la délinquance, en leur proposant une insertion par le travail et l'éducation, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Dans le même temps, nous devons durcir les répressions pour ceux qui ne souhaiteraient pas s'y conformer.

Réagir face au terrorisme

Supprimer l'opération Sentinelle et réinvestir le renseignement

Fatigante pour les troupes, dangereuse pour l'armée et nos militaires, l'opération Sentinelle n'a que peu d'utilité pour contrer le terrorisme, elle n'a pour objet que de rassurer le peuple cependant que ses effets sont plus que limités. Le Rassemblement des Etudiants Démocrates propose, dans une logique d'efficacité et de pragmatisme, de supprimer cette opération coûteuse et presque inefficace et de la remplacer par un accroissement des effectifs et des moyens du renseignement. Il va de soit que la prévention du terrorisme passe par une surveillance accrue de façon à prévenir tout acte dangereux sur le territoire de la République.

Recentrer le travail du renseignement

Aujourd'hui nombre de fichés S n'ont rien à voir avec la mouvance terroriste. Le résultat aboutit à une confusion générale et à un engorgement des surveillances et des procédures. Nous devons recentrer le fichage uniquement sur des individus présentant une réelle menace à notre territoire. Dans cette logique, le Réveil de l'État Démocrate propose de retirer des listes de surveillance les activistes écologistes, altermondialistes et autres. Ces groupes relèvent du domaine de la police municipale du fait du trouble à l'ordre public qu'ils peuvent constituer, en revanche ils ne peuvent être considérés comme une menace égale à celle que représente le terrorisme.

Freiner l'intervention en Syrie

Des décisions internationales ont des conséquences nationales. Il est bien évident que le terrorisme dont nous faisons l'objet est en partie dû à notre intervention en Syrie. Bien qu'elle fût nécessaire, il est aujourd'hui temps de la stopper, cette guerre coûte cher, il est temps de rappeler nos troupes et de laisser les acteurs locaux trouver une solution commune quant à l'avenir de ce territoire.

La France ne doit jamais capituler face à la barbarie, elle doit simplement agir de façon plus raisonnée, à savoir, nouer des relations avec nos partenaires locaux de façon à combattre utilement Daech sur ce territoire.

La déroute de l'État Islamique est certaine, reste à prévoir « l'après » en sécurisant le territoire grâce à nos partenaires locaux et ainsi en sécurisant notre territoire des menaces éventuelles.

